



Magouilles et corruption des élites - Partie 17 : L'ultra libéralisme, quand la finance anglo- saxonne prend le pouvoir



Avançons dans notre saga : après avoir vu comment le décor a été planté par les Etats-Unis en Europe après la guerre, à coups de propagande et d'impérialisme économique, voyons le résultat de ce travail. Car l'objectif était de transformer le monde en un vaste marché, ouvert à toutes les lubies économico-financières de Washington.

Nous sommes maintenant au paroxysme de ce système, qui ne peut pas aller plus loin sauf à éliminer une bonne partie de la population.

L'arme fatale pour établir cette domination qui a fait du monde un vaste casino pour milliardaires est l'idéologie néo-libérale (dont le corollaire est la mondialisation) que l'on peut résumer comme une mise de l'Etat et de ses moyens au service du capital.



L'Etat n'a plus à penser la politique sociale ou économique, il doit juste faciliter le business américain en établissant des règles favorables ou, encore mieux, pas de règles du tout. Et dans ce schéma, le citoyen ne compte pas, il ne doit pas y avoir de débat sur les principaux enjeux et choix économiques.

Jusqu'à maintenant, nous n'avons une valeur qu'en tant que force de travail et consommateurs. Mais avec la numérisation, et avec la crise des matières premières, c'est en train de changer. Dans un système néo-libéral à bout de souffle, quelle sera la place du citoyen?

Le plan de la saga:

I. La 2e Guerre Mondiale, oeuvre du fascisme financier.

II. Le sabotage de la dénazification.

III. Recyclage des Nazis et Collabos dans les nouvelles structures:

1. Les services secrets
2. La banque et l'industrie
3. La politique et les syndicats
4. Le monde universitaire
5. Les médias et la culture
6. La justice

IV. La création de l'Europe, un monstre sans tête au service du fascisme financier

1. Le cas Jean Monnet, sbire du capital anglais et US
2. Avant l'Europe, ou la mise en place du piège européen
3. Les peuples immobilisés dans les sables mouvants européens

V. Une Europe fasciste déguisée en démocratie :

1. Stratégie de la tension
 1. Angleterre, Suisse, Italie
 2. France
 3. Belgique



4. Espagne et Portugal
5. Allemagne
6. Les suites du Gladio
2. Le pillage économique des nations
 1. Domination de l'Europe par les lobbys US
 2. Prise de pouvoir de la finance

...



En résumé : Financiarisation rime avec domination



Toute forme de matière est énergie et rayonne de l'énergie



Une fois que le décor a été planté en matière de "pensée" économique dans les pays "amis", il n'y avait plus qu'à passer à l'offensive, à la mise en application toujours plus fort et toujours plus loin, de ces théories.

Les maîtres mots ? On les a entendus en boucle, c'est la doxa européenne : "main invisible du marché", "concurrence libre et non faussée", "libérer le marché", "autorégulation", "loi de l'offre et de la demande", "compétitivité", "privatisations", "dette", "profits", "actionnaires", "dividendes". Voilà en gros résumée cette pensée "libérale" devenue "néo-libérale" en mettant l'Etat au service du grand capital, qui est en train de nous asphyxier.

Pourquoi ? Parce qu'elle impose, via une sorte de pensée unique que nous sommes forcés de constater dans nos médias de masse et dans le paysage politique en général, une marchandisation de tout jusqu'à l'homme (assurance "paysan mort" aux USA par exemple), jusqu'à ses besoins les plus élémentaires comme l'alimentation, l'air, l'eau, et que les capitalistes veulent toujours plus de profits dans un monde qui lui a des limites (en termes de matières premières, d'énergie, d'inégalités).

Tous les moyens de la fabrique du consentement dont on a parlé plus en amont, mais qui ont évolué avec les technologies, ont été mis en oeuvre. On ment à la population sur les aides aux entreprises, sur le coût des pauvres ou des services publics, sur le chômage, sur les choix économiques en général.



La gabegie pour le capital doit être dissimulée car il s'agit de faire carcher le "pognon" aux masses: c'est l'un des intérêts de la dette perpétuelle, créée artificiellement en 1973 quand Pompidou a décidé que la banque centrale devrait emprunter sur "les marchés" pour financer l'économie. Aujourd'hui, le remboursement des intérêts de la dette est le 1er budget de l'Etat.

Car imposer un tel délire ne va pas de soi et il a fallu comme on l'a vu un long processus pour en arriver là. On ne va pas refaire la chronologie, mais le rôle des banques anglo-saxonnes dans la manière dont a été construit le monde occidental est loin d'être négligeable. Car l'idéologie libérale, puis néo-libérale n'impacte pas seulement l'économie: elle ravage la société toute entière et la planète avec, comme certains commencent à le comprendre.

Elle a détruit la santé, l'éducation, les transports, la recherche, les infrastructures, le secteur de l'énergie, la justice, la police, le système



démocratique, bref: l'Etat. La société n'est vue que comme un marché. Et certains en veulent encore.



On nous a présenté ces théories comme pragmatiques, et même comme de la "science" quitte à inventer un prix "nobel" de la banque de Suède qui 'nest pas un prix Noble, pour valoriser les théories économiques les plus fumeuses.

Au contraire, "Le programme néolibéral, qui tire sa force sociale de la force politico-économique de ceux dont il exprime les intérêts [...], tend globalement à favoriser la coupure entre l'économie et les réalités sociales, et à construire ainsi, dans la réalité, un système économique conforme à la description théorique, c'est-à-dire une sorte de machine logique, qui se présente comme une chaîne de contraintes entraînant les agents économiques" comme l'expliquait en mai 1998 Pierre Bourdieu dans l'article "L'essence du néolibéralisme" paru dans Le Monde Diplomatique.

La théorie néolibérale doit tordre voire nier la réalité pour perdurer et continuer à s'imposer par la mondialisation, qui a mis tous les Etats en



concurrence les uns avec les autres. On est entrés dans une forme de prostitution des gouvernements auprès des capitalistes, dans tous les sens du terme..



L'économiste et sociologue [Giovanni Arrighi expliquait en 2006 à la revue *Marx Actuel*](#) que "*La mondialisation du capital désigne une période dans l'histoire du capitalisme, mais aussi un régime institutionnel international spécifique, politique autant qu'économique, **construit au bénéfice du capital concentré**. Sa consolidation a été marquée par un nouveau bond dans la centralisation du capital, dans la polarisation de la richesse, et dans l'évolution des systèmes politiques vers la **domination d'oligarchies tournées exclusivement vers leur enrichissement et la reproduction de leur domination**.*

Dans les pays capitalistes centraux du "Nord", ces oligarchies possèdent leurs bases sociales les plus solides là où dominant les systèmes de retraite de marché financier. Leurs bénéficiaires sont des individus dont l'appartenance sociale est éclatée, et la capacité à se différencier politiquement de la bourgeoisie se trouve



diminuée, souvent fortement. D'un côté ce sont des salariés, de l'autre des gens dont le sort est lié au cours de la Bourse et à l'efficacité de ponctions rentières planétaires".



Comment tout cela s'est-il passé? On a vu comment l'influence du capitalisme anglo-saxon s'est établie depuis la Deuxième Guerre, et qu'ils ont modelé l'économie mondiale en fonction des intérêts des plus gros capitalistes. Par exemple, l'industrialisation de la médecine a été largement organisée par le clan Rockefeller.

La financiarisation de l'alimentation n'est pas si ancienne : elle date de 1991, quand Goldman Sachs a eu la brillante idée de créer un indice boursier qui intégrait les valeurs liées à l'alimentation^[1].

C'était la suite d'un processus logique dont l'accélération a commencé avec le codex alimentarius de l'ONU (plus précisément de l'OMS et la FAO) qui a mis en place en 1961 ce standard international sur l'alimentation, standard appelé le Codex Alimentarius et qui correspondait à l'alimentation industrielle bien plus qu'artisanale et avait pour objectif affiché de "faciliter le commerce".



Beaucoup de discussions concernent par exemple la variété et le taux des produits chimiques ou d'OGM acceptés dans les divers produits alimentaires. Le codex tolère en effet de bien étranges pratiques telles que l'irradiation d'aliments comme les oignons, les échalottes, l'ail, les fruits et légumes secs, les crevettes... ce qui leur fait perdre quasiment toutes leurs vertus nutritionnelles.

Et tout cela a entraîné un grand processus de concentration de l'industrie agro-alimentaire dans le monde comme en France.

Ce processus s'est accéléré avec la nécessité de la rentabilité maximale pour les actionnaires, et aujourd'hui quelques leaders se partagent l'essentiel du marché dans les principaux secteurs de l'agro-alimentaire.

Ce sont des entreprises privées qui ont mené un lobbying auprès de l'ONU, qui est en fait leur chose, pour établir ce codex fort contesté par ceux qui veulent de la qualité et de la cohérence dans le circuit alimentaire.



Parmi ces activistes, on trouvait évidemment les fabricants de pesticides, dont il faut le rappeler plusieurs (BASF, Hoechst, Bayer) sont issus d'IG Farben, cette entreprise qui a joué un rôle si crucial dans l'extermination Nazie, mais aussi Monsanto qui a beaucoup milité pour introduire les OGM dans notre alimentation et dans l'agriculture (aujourd'hui Monsanto a été absorbé par Bayer).

Selon le journaliste Daniel Estulin[2], "le codex est une arme utilisée pour réduire le niveau de nutrition à travers le monde". L'ampleur de cette baisse nutritionnelle dans les aliments est évidemment discutée, mais globalement elle est admise et puis il y a le problème de ce qu'on appelle les "aliments transformés" bourrés de produits chimiques, de sel, de sucre, qui sont clairement toxiques.

Dans de très nombreux secteurs économiques, on assiste aujourd'hui à une concentration extrême : agro-alimentaire, banque, assurance, médias,



armement, BTP, automobile, téléphonie – internet, grande distribution, énergie...



Et puis on privatise ce qu'il reste de services publics, avec à la clé dans les deux cas une baisse du service, une augmentation des prix et un démantèlement progressif des entreprises afin d'en tirer continuellement des bénéfices pour les actionnaires qui in fine dictent la loi.

C'est là qu'il est intéressant d'observer le rôle de quelques fonds dits d'"investissement", en réalité de vulgaires fonds spéculatifs, mais qui manipulent des centaines, voire des milliers de milliards de dollars : il s'agit du rôle prépondérant joué par des organisations comme Blackrock qui gère 8000 milliards de dollars d'actifs en octobre 2022 (près de 4 fois le PIB annuel de la France) et est la plus grosse institution financière du monde, Vanguard ou Capital Research & Management.

Blackrock a mis au point un super logiciel, Aladdin, qui mouline des milliards de données pour en ressortir des informations sur l'économie et ses perspectives. DU coup, il a la main sur un véritable trésor en termes d'information en temps réel, et conseille de nombreuses institutions



publiques et privées, comme par exemple le gouvernement du micron qui a fait appel à ses théories pro business pour de sa loi de destruction des retraites, la Banque Centrale Européenne ou la commission européenne -ce qui a valu une plainte à cette dernière.



En 2020 on a aussi appris que Blackrock allait conseiller la commission européenne en matière d'environnement alors qu'il est l'un des plus gros investisseurs dans les énergies fossiles et dans les banques qui les financent. Il pourra ainsi conseiller l'Europe sur la réglementation le concernant directement.

Blackrock a aussi conseillé la réserve fédérale US, la FED, en mars 2020 lors d'un rachat massif d'obligations pourries et d'actions des entreprises US afin d'éviter un krach. Et parmi ces titres pourris, l'un des produits de Blackrock a représenté 25% des achats de la FED!

On retrouve ces trois fonds spéculatifs US (Blackrock, Vanguard et Capital Research & Management) parmi les 5 à 10 principaux actionnaires de la quasi-totalité des multinationales du CAC 40 en France, du Nasdaq (entreprises



technologiques cotées), du S&P 500 (les 500 plus grosses entreprises cotées aux USA) etc.

Au hasard prenons Pfizer : en octobre 2022 Vanguard était son actionnaire numéro 1 avec 8,29% des parts, Capital Research Management avait au total environ 7% et Blackrock restait modeste avec 2,18% des actions.



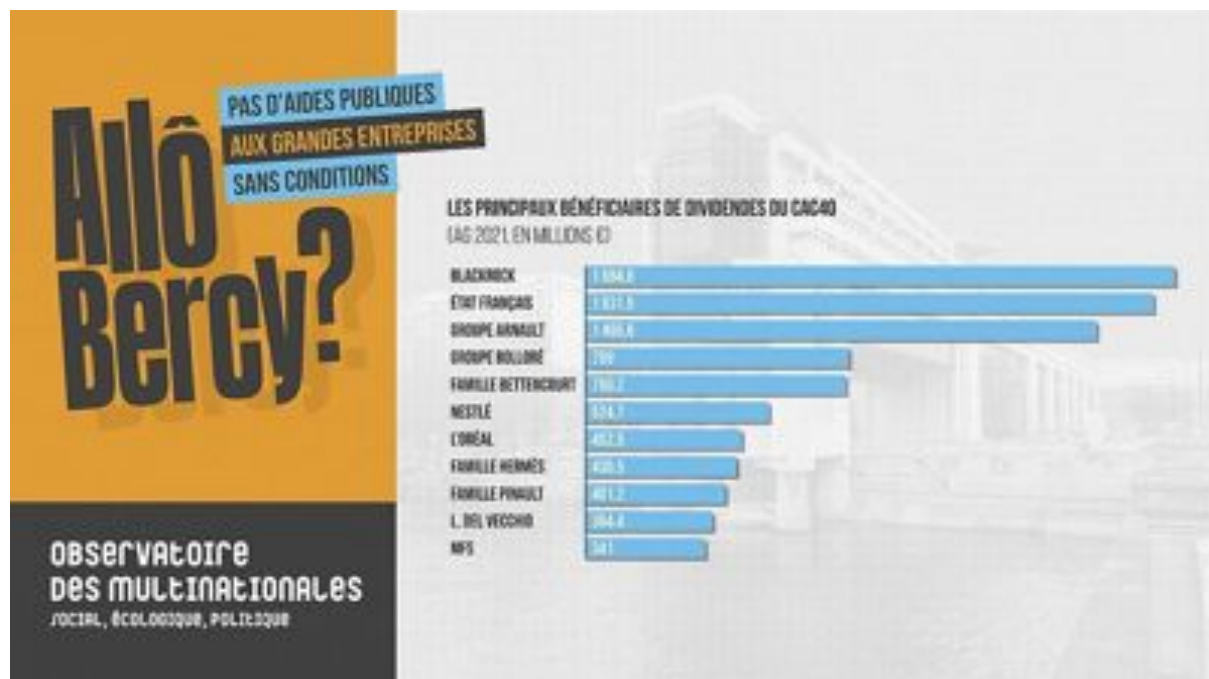
Prenons ensuite son concurrent direct, dans cette sombre affaire de covid : Moderna. Eh bien Vanguard en possédait 6,71% en octobre 2022, Blackrock 1,84%. Geode Capital management est aussi présent dans les deux.

Allons voir le "français" Sanofi : si L'Oréal est le premier actionnaire avec 9,33% des parts, Vanguard est 3^e en octobre 2022 avec 2,4% des actions, et Blackrock est 5^e avec 1,5%.

C'est pareil dans pratiquement tous les secteurs, de l'agroalimentaire aux médias en passant par l'automobile ou l'armement (Blackrock et Vanguard sont parmi les 10 principaux actionnaires de Lockheed Martin, de Raytheon Technologies avec également Capital Research & Management et Géode Capital Management notamment), de Northrop Grumman (dont Capital



research & Management possède tout de même plus de 30%) ou encore Boeing, c'est-à-dire les 4 plus gros producteurs d'armement au monde.



On retrouve encore Vanguard et Blackrock premiers actionnaires de Facebook, Apple, Microsoft... ou encore chez Coca et son "concurrent" Pepsi, Ford et General Mortors...

Toutefois, en France ces fonds spéculatifs pèsent moins dans le CAC 40 que les bonnes vieilles familles d'oligarques: "Selon les calculs d'Euronext BlackRock pesait en 2020 à lui seul 2,4% de l'ensemble l'indice du CAC40, soit plus que l'Etat français et ses 2,2%. Vanguard pèse de son côté à 2,1%. Les grandes familles Arnault : 6,9%, la famille Hermès : 3,5% et Bettencourt Meyers : 3,2% pèsent plus de 17%." expliquait sur son blog le financier Steve Moradel.

D'ailleurs, le poids ces familles a encore augmenté depuis la méga crise covid : "A fin 2020, les grandes familles détenaient au moins 19,3% du capital du CAC 40 contre 16,6% en 2019 et... 9,7% en 2012" selon l'AGEFI du 8 juin 2022.



La fameuse "concurrence libre et non faussée" n'est qu'un leurre pour justifier la lutte contre les salaires : en réalité, ce sont toujours les mêmes qui remplissent leurs poches.

Et maintenant la question à 10.000 : A votre avis qui sont les deux principaux actionnaires de Blackrock ?

Gagné : Vanguard n°1 avec 5,67% des parts, Capital Research & Management n°2 avec 5,27%.

Bref. Ce capitalisme est censé ne pas avoir de visage mais pourtant à la fin il y a bien de vraies personnes qui touchent de vrais dividendes, bénéficiant directement de la compression des salaires et des subventions publiques, tout en refusant de payer leurs impôts.

A force d'impunité et d' "autorégulation", la finance est devenue un véritable casino aspirant l'argent des plans de relance et d'émissions monétaires qui se succèdent depuis des années, cette huile magique qui alimente le moteur fou de la spéculation.

Aujourd'hui beaucoup d'entre nous savent que la valeur des grands titres boursiers, souvent autour des nouvelles technologies, n'ont aucun rapport avec leur valeur économique réelle. Mais comme il faut toujours que les cours montent, que les bénéfices augmentent d'une année sur l'autre, on continue à injecter de l'argent et on fait monter la valeur financière d'entreprises qui



agissent comme des conquistadors sur nos libertés, et sur notre autonomie économique et politique.



Nous sommes arrivés au bout de l'idéologie néolibérale, qui ne vit qu'en siphonnant les richesses toujours plus massivement. En juillet 2021 [l'économiste Michel Aglietta expliquait au site Inegalités.fr](https://inegalites.fr) que ce régime "dit "néolibéral", s'est imposé à partir des années 1980 en étendant la recherche de la rentabilité financière à tous les domaines des échanges : matières premières, devises, actions et, surtout, l'immobilier, profitant de l'affaiblissement du pouvoir des salariés du fait du chômage. Tout est devenu potentiellement producteur de rentes, de sur-profits, tout a été financiarisé en quelque sorte. Faire de l'argent avec de l'argent est devenue la logique dominante par affaiblissement des institutions régulatrices du régime de croissance de l'après-guerre.



Le Monde

en ligne
Journal

Se connecter

ACTUALITÉS -

ÉCONOMIE -

VIDÉOS -

DÉBATS -

CULTURE -

LE GOÛT DU MONDE -

SERVICES

ÉCONOMIE



CHRONIQUE



Philippe Escandé

« La chute des Bourses est un problème pour toute l'économie »

Les marchés d'actions ont vécu, lundi, l'une des pires journées de leur histoire. Pour éviter que cette dégringolade ne pénalise trop l'économie, les Etats pourraient être tentés d'intervenir, comme l'ont fait les Chinois, estime Philippe Escandé, éditorialiste économique au « Monde ».

Publié le 17 mars 2020 à 08h17 | Lecture 2 min.

Article réservé aux abonnés



À la Bourse de New York, lundi 16 mars. (SPENCER PLATT) / AFP

CONTENUS SPONSORISÉS PAR OUTRAN



SFR BUSINESS

Quel est l'impact de la 5G sur les métiers ?



PIERRE & VACANCES

Séjour au ski : profitez de -20% en réservant dès maintenant chez Pierre & Vacances

La financiarisation est la forme néolibérale du capitalisme, où tout est tourné vers la recherche de rentes. Cette forme du capitalisme est toujours à l'œuvre, mais elle a connu une crise sévère en 2008".

Sauf qu'au lieu de le laisser s'écrouler en 2008, le monde de la finance a été sauvé par injections de milliards au prétexte que les banques étaient trop grosses pour les laisser couler. Pas de bol: en 2022, les banques sont encore



plus grosses, et au moins aussi endettées... Toujours les miracles de l'autorégulation car c'est bien connu, les mafieux se régulent parfaitement entre eux.

Juste avant le covid et surtout les "confinements" arbitraires de la moitié de la population mondiale, les bourses étaient en chut libre malgré les milliards injectés en masse, jusqu'à une fréquence quotidienne, par la FED et la banque centrale: en mars 2020 la bourse de Wall Street a perdu 35% de sa valeur en un mois, le 12 mars 2020 la bourse de Paris affichait une baisse de 12,28 %, la plus forte de son histoire! Je pense vraiment que la gestion de crise covid a été organisée pour réinjecter des milliards dans le système financier, et sur ce plan ça a été une réussite.

Avec la crise qui vient, on ne pourra encore pas se payer le luxe de laisser couler des banques systémiques comme BNP Paribas. Sauf qu'on n'a plus 1 euro à mettre dans le système financier. On verra donc bien comment le renflouement sera mené, et une des pistes semble être le délire de monnaie numérique.

La chute pourrait être proche car on voit les médias parler de retour du "risque systémique" c'est-à-dire de faillite d'une grosse banque. *"En 2020, les actifs financiers logés chez ses intermédiaires opaques irait de 63 000 à 226 000 milliards de dollars selon le rapport du Forum de Stabilité Financière (FSB). C'est donc potentiellement la moitié des actifs financiers dans le monde"* selon un article de Radio France du 29 octobre 2022. Et la fourchette de valeur du simple à presque le quadruple montre bien l'opacité qui règne: on ignore le montant des actifs pourris que les banques et fonds spéculatifs ont planqué un peu partout.



Les actionnaires majoritaires dans le capital des entreprises peuvent peser sur le conseil d'administration de ces entreprises, donc sur les choix stratégiques et la nomination des dirigeants. Pendant des années Blackrock et Vanguard ont juré la main sur le cœur qu'ils n'utiliseraient pas leur vote pour influencer la stratégie des multinationales, mais s'il a jamais existé, ce temps est clairement révolu.

Même si Libération dit le contraire dans un de ses inénarrables article de débunkage / enfumage, parlant même de "fonds passifs" quand d'autres parlent de "fonds activistes".

"La valeur actionnariale des grandes entreprises est devenue un principe de gestion. En l'appliquant, l'entreprise va chercher le rendement maximum à court terme, la compression des coûts, l'augmentation des dividendes, les pratiques de rachat d'actions, etc." expliquait Michel Aglietta.

Tout cet argent pompé par les actionnaires ne revient pas dans l'économie : il est perdu. D'où la stagnation des salaires, les délocalisations, l'augmentation incroyable des inégalités ces dernières années -même si c'est loin d'être un



scoop, et qu'on assiste depuis 40 ans à une dégradation des conditions de vie de la population pendant que le capital fuit toujours dans le sens du 0,01%.

Les capitalistes et leurs représentants : le système "démocratique" occidental



Dans le cadre de cette "libéralisation", pour survivre dans (à ?) la "mondialisation" il fallait que les pays utilisent les mêmes règles du jeu. Et ce sont des cabinets comme McKinsey, toujours prompts à prôner les vieilles recettes néolibérales pour le plus grand profit des actionnaires, qui les ont expliquées d'abord gratuitement puis au fil du démantèlement de l'Etat, de plus en plus cher.

Ces règles sont aussi prônées par des centaines de think tank (ou "boîtes à idées"), style institut Montaigne (pour qui McKinsey écrit des rapports censés être "indépendants" et présentés aux gouvernements, servant de prétexte aux nouvelles régressions économiques et sociales et dont le patron a longtemps été à la réunion du Bilderberg), l'institut Brueghel, l'IFRAP dont la représentante Agnès Verdier-Moliné est régulièrement interviewée par les



chaînes de droite pour taper sur les dépenses publiques sociales et appeler à subventionner davantage les entreprises.



Ces machins produisent des tas de rapports très orientés qui envahissent et polluent ce qu'il reste de débat public, c'est-à-dire les médias. En banalisant des théories franchement antisociales et parfois même antidémocratiques, ils ont une réelle influence dans la formation de la "pensée" économique et véhiculent une idéologie néo-libérale radicale. McKinsey a d'ailleurs créé son propre think tank "indépendant", le [McKinsey Global Institute](#), en 1990. Objectif : développer "des points de vue" sur les enjeux critiques : en gros présenter la doxa néo-libérale, que tout le monde du business pourra reprendre en chœur.

Et puis l'avantage de ce think tank est de donner un vernis pseudo "académique" aux élucubrations de ces jeunes cadres dynamiques fabriqués en série. Les employés de McKinsey, qui s'est internationalisée au cours des années 80, font ensuite carrière dans le business ou dans la politique, créant de fait un réseau de fidèles[3] capables de s'échanger des informations et de se rendre de menus services.



Au cours des années 90, McKinsey a énormément renforcé son activité de conseil dans la finance. Ce délire financier a aussi atteint les politiques publiques depuis les années 70 et cette fameuse loi Rothschild de Pompidou, ex directeur de la banque Rothschild : on le voit avec la gestion des services publics qui sont un "bien social" comme s'il s'agissait d'une vulgaire start-up – les subventions monstrueuses et l'argent privé en moins.

En même temps que les américains nous ont libérés et éclairés sur le chemin tortueux de l'American Way of Life, ils nous ont imposé, à travers la construction européenne et la minutieuse sélection de nos "élites", leur domination économique fondée sur les principes de ce qu'on peut appeler l'ultra libéralisme : la domination de la finance. Pour mieux affirmer la prépondérance de cette idéologie, ils se sont appuyés sur les bonnes vieilles théories libérales, remixées pour être encore plus favorables au business.



Keynes, l'idole des libéraux, prônait le "fais ce qu'il te plait", avec cette histoire de "main invisible du marché". La même devise que celle de son ami Alistair Crowley.

"Parmi les hauts dirigeants économiques et politiques mondiaux, on relève une proportion importante de personnalités favorables aux idées d'extrême droite (royaliste, fasciste, nazie...). Ces dernières convergent autour de différents points communs. L'idée centrale repose sur une vision naturaliste, d'un darwinisme social, d'un monde naturellement hiérarchisé", résume le sociologue Thierry Brugvin[4], "ils estiment que les décisions ne doivent pas être prises par le peuple (suffrage universel, démocratie parlementaire) mais qu'il faut confier le gouvernement aux seules élites politiques et économiques (les grands capitalistes), car disposant seuls des compétences nécessaires". La variante nazie avait ajouté les questions de race et de religion dans la notion d'élite, d'autres choisissent l'élimination par l'argent...



Toute forme de matière est énergie et rayonne de l'énergie



Le parcours de Hjalmar Schacht dont on a déjà parlé, est révélateur du recyclage des milieux bancaires nazis par les US. Schacht a été l'un des principaux financiers d'Hitler, et à ce titre il a été placé en camp d'internement à la fin de la guerre. Mais il a été libéré en septembre 1948 avec l'aide des US. A partir de 1952 il a financé les activités d'Otto Skorzeny[5].

Le père de Jurgen Mossack, un des fondateurs du cabinet Mossack Fonseca qui est impliqué dans les Panama Papers et de nombreuses affaires de fraude fiscale, était un SS qui a fini par émigrer au Panama dans les années 60. Le frère de Jurgen, Peter, vit encore en Allemagne, a créé un club local du lions Club à Damrstadt, et a été nommé consul honoraire du Panama.

Par ailleurs, plusieurs établissements ont servi de pôles de diffusion de la propagande néo-libérale, une sorte d'adaptation des théories du libéralisme économique en faveur de la dérégulation totale des marchés et de la spéculation. La London School of Economics créée par Sidney Webb qui était membres de la Fabian Society (un groupuscule élitiste anglais à la fois eugéniste et "socialiste"), est l'un des principaux avec les universités de Chicago et Columbia aux USA.

Là encore, les financements de la fondation Rockefeller ont été indispensables pour réorienter l'université : de 1923 à 1939, *"un quart environ de ses revenus annuels et la quasi-totalité de son budget de recherche ont été assurés par la fondation"*, explique Marie Scot dans l'ouvrage "L'argent de l'influence. Les fondations américaines et leurs réseaux européens".



En parallèle, la CIA a été construite avec les mêmes individus issus de l'élite protestante capitaliste US, les fameux WASP, qui constituaient déjà le cercle interne de l'OSS. Dulles, lui-même homme de Wall Street, a recruté des industriels et des banquiers millionnaires ainsi que leurs sous-fifres avocats d'affaires[6].

De Gaulle, dès qu'il est revenu au pouvoir en 1958 après un coup d'Etat poussé par Washington, a nommé comme directeur de cabinet Georges Pompidou, directeur général de la banque Rothschild, dans laquelle il a fait des allers-et-retours.

Aujourd'hui, la haute finance échappe totalement aux règles communes. Pas d'impôts, pas de régulation, une législation spécifique, bientôt des tribunaux spéciaux. A l'occasion de la crise du covid, et surtout de la gestion de crise, ceux-ci tentent de pousser leurs pions pour avancer vers leur société idéale,



qui a des teintes de Grand Reset même si celui-ci n'est qu'une étape dans leur délire.

On a vu que les conditions du Plan Marshall étaient de libéraliser le commerce et de lancer les bases d'une institution européenne supranationale, déconnectée des peuples, qui allait devenir la CECA, la communauté économique du charbon et de l'acier.



Toute forme de matière est énergie et rayonne de l'énergie



Nous avons tellement bien ouvert nos frontières aux "capitaux", aux "investissements étrangers", en l'occurrence US, que de nombreuses entreprises yankees se sont installées chez nous. Les aides et autres subventions, les abattements fiscaux, ont encore embelli les mariées. Cela a certes apporté de l'emploi, voire même à l'époque des transferts de technologie.

Mais cela a aussi apporté un modèle économique, un mode de management des travailleurs et donc de la société, et assez vite les choses ont changé : fini l'emploi, parce que les fonds d'investissement pillent le tissu économique pour planquer le pognon dans les paradis fiscaux, et fini les transferts de technologie. Ou plutôt si, mais dans l'autre sens : aujourd'hui les fonds d'investissement rachètent les brevets, les start-ups qui ont bénéficié de l'argent public grâce à la "start-up nation" (et même avant), et finalement les entreprises ferment, sont délocalisées, absorbées...

En Belgique, en Italie, en France, le schéma a été le même. Et ceux qui ont tenté de s'y opposer ont pu le payer cher. Les réseaux Gladio et la paranoïa anti-communiste ont contribué à maintenir le calme, par la terreur.

Les anciens nazis et collabos, recyclés dans la politique et l'économie d'après-guerre, ont su tirer profit du tout business, devenant des soutiens fervents du capitalisme et des capitalistes.



CHALLENGES > PATRIOTIQUE > PLACEMENTS

Placements

Les dividendes versés par les entreprises à des niveaux record, notamment en France

Par Challenges.fr le 24.08.2022 à 13h44

Lecture 3 min.

AD

Les grandes entreprises dans le monde, en particulier en France, ont continué de verser au cours du deuxième trimestre des dividendes à des niveaux record, redistribuant à leurs actionnaires les colossaux profits de l'année passée.



NEWSLETTER CHALLENGES

Entrez votre E-mail

JE M'INSCRIS

Si le niveau des européens de l'ouest s'est considérablement amélioré après la guerre, c'était uniquement pour couper l'herbe sous le pied aux communistes. Il fallait montrer les bienfaits du "monde libre", c'est-à-dire du capitalisme, pour détourner les foules des idéaux de gauche. Maintenant que nous sommes coincés dans ce système, on a vu que les choses sont bien différentes.

A partir des années 70, quand apparaît vraiment la crise économique au tournant du choc pétrolier de 1973, les tensions sociales sont montées. Et le pillage de la richesse publique s'est accéléré. Alors que le gâteau rétrécissait, la part des plus riches, ceux qui se cachent derrière des sociétés écrans et des cabinets d'avocats, n'a cessé de grossir.

Les paradis fiscaux, une invention des britanniques qui ont ainsi compensé les pertes liées à la chute de leur empire colonial, sont devenus incontournables au fil des années 60 et de la mondialisation du business.



L'argent qui transite ou qui est stocké dans les paradis fiscaux n'est pas forcément de la plus grande blancheur. Par exemple, les banques liées à la famille royale anglaise (Barclays, Rothschild, HSBC...) ont toujours blanchi, grâce à leurs filiales dans les paradis fiscaux, une bonne partie de l'argent issu du trafic de drogue, cela remonte parfois au XVIIIe siècle et aux guerres de l'opium. La City permet aussi l'opacité la plus complète sur les transactions financières, et fonctionne comme une bulle dont les lois sont restées figées au Moyen-Age.

Lors de la réunion du Bilderberg en 1968, une session entière a été consacrée à l' "internationalisation des affaires". Un US et deux français avaient préparé des mémoires sur la question, pour définir les contours de ces nouvelles "entreprises mondiales" (world company) américaines pour la plupart, qui pensaient le business au niveau mondial et plus seulement national.



Les US en appelaient ainsi au "*développement de structures modernes d'entreprises en Europe –ce qui n'est sans doute pas possible sans une plus grande unité politique*", et bien évidemment à "*libéraliser le commerce mondial, notamment la libération des mouvements de capitaux*". Ces entreprises mondiales sont beaucoup plus autonomes par rapport aux législations nationales, puisqu'elles peuvent faire jouer la concurrence entre les Etats. Du coup, il fallait créer une gouvernance mondiale.

En 1969, Pompidou, le favori de Washington, est arrivé au pouvoir après avoir travaillé à la direction de la banque Rothschild (tiens, comme le micron). Pompidou, professeur au lycée Henry IV entré en 1944 comme chargé de mission auprès de de Gaulle, il est entré chez Rothschild en 1954^[7] pour quatre ans avant de revenir à la haute fonction d'Etat.



Dès 1973, il fait passer la loi dite Rothschild, justement, qui interdisait à la banque centrale française de créer de l'argent en cas de besoin, l'obligeant à emprunter sur "les marchés". Cette loi a été reprise par le droit européen qui interdit aux banques centrales nationales de faire marcher la planche à billets. Alors que les US, bien-sûr, ne s'en privent pas.



La grande offensive néo libérale et néo conservatrice des US en France, pour diffuser leur idéologie plus en profondeur dans la société française, s'est renforcée violemment dans les années 80 et c'est bien sous les socialistes qu'on a le plus privatisé d'entreprises. On se souvient de DSK et du fameux "il n'y a pas d'alternative" au libéralisme ultra. Le TINA de Thatcher : There Is No Alternative. Repris par Rocard, DSK et compagnie, notamment.

Or des alternatives à la dérégulation complète de l'économie, la mise en coupe réglée de l'économie et de la société pour le seul profit de la finance, il y en avait et il y en a.

Puis nous avons eu Chirac qui a commencé à détruire tous les acquis sociaux, mais il y avait encore à cette époque la contrainte de l'opinion publique et des mouvements sociaux qui ont temporisé l'ampleur de la case.



Puis sarko qui commencé à déréguler le marché du travail, a renforcé les banques et le système financier, nous replacés à 100% dans le giron de l'OTAN et de Washington. Flamby qui était déjà sous l'influence du micron, chef de cabinet puis ministre de l'économie, et enfin le micron président : on lui doit un record de vente du patrimoine industriel français depuis 2014 (ces fusions acquisitions : Lafarge, Alstom,). Au total 15% du CAC 40 y est passé en 8 ans.

Sarko, Flamby et surtout le micron sont la preuve que l'intérêt du capitalisme passe avant celui des pays et de leurs citoyens, même s'il est contradictoire. Ils sont la preuve que nos dirigeants peuvent détruire le pays par idéologie ou par compromission (et l'un n'empêche pas l'autre).

Les banques s'en tirent toujours, c'est le contribuable qui paie : les affaires Crédit Lyonnais, Dexia (qui a coûté 6,6 milliards d'euros aux français selon un rapport de la cour des comptes paru en juillet 2013), Société Générale le montrent bien. On va y revenir dans un prochain volet de la saga.



On assiste depuis les années 60 aux Etats-Unis, les années 80 en France, à une forte accélération de ce qu'on appelle gentiment la "dérégulation" de l'économie et surtout des règles financières, c'est-à-dire la circulation opaque des capitaux. Encore un phénomène venu des Etats-Unis, quand Reagan a réduit à néant les restes du New Deal.

Avec les paradis fiscaux, rien de plus facile que de siphonner les bénéfices d'une entreprise, puis de le planquer et de le redistribuer discrètement. Et toutes les multinationales ont des filiales dans plusieurs paradis fiscaux, combinant des services variés en matière d'opacité et d'exemptions fiscales.

Et même sans filiales off shore : nos Etats sont devenus de tels casinos que les entreprises les plus grosses, banques en tête, gagnent à tous les coups. Quand elles perdent on les renfloue, quand elles gagnent on ne les taxe pas. Et dans tous les cas elles bénéficient de cadeaux fiscaux et d'une quasi impunité judiciaire.



Le climat est donc très favorable à la finance et à la spéculation sur les marchés boursiers, où le cours des actions grimpe au fil des plans de relance et autres mesures de quantitative easing. Avant qu'on ne nous demande de rembourser la note, comme ce fut le cas depuis 2008 et maintenant avec les pertes liées à la gestion lamentable de la crise dite "du covid".

Les milliardaires se sont encore enrichis pendant la crise du covid, dans des proportions jamais connues. Bernard Arnault passait officiellement devant Bill Gates en 2019 avec 105 milliards de dollars –déclarés. En 2021 il dépassait Jeff Bezos avec 186 milliards de \$. Mais Bezos, Gates, Elon Musk, Zuckerberg et les autres se sont tous enrichis de dizaines de milliards.

"En 2007, 3 200 milliards de dollars – soit une fois et demie la production annuelle française – s'échangeaient chaque jour sur le marché des changes – contre 18 milliards au début des années 1970 – tandis que les réserves de change des banques centrales ne leur donnaient déjà plus les moyens de se défendre face à la spéculation à haut risque !



Treize années plus tard, en 2019, ce sont 6 600 milliards de dollars qui s'échangent quotidiennement sur le même marché" rappelaient Jean-Loup Izambert et Claude Janvier dans "Le virus et le Président: Enquête sur l'une des plus grandes tromperies de l'Histoire".



Les dividendes sont un des moyens, mais hélas pas le seul, pour pomper les ressources d'une entreprise, mais c'est le seul qui permet un transfert direct de la richesse des entreprises vers les spéculateurs. "La France est le principal payeur de dividendes en Europe et, grâce aux importants dividendes extraordinaires de Natixis et d'Engie, a été le seul pays à afficher des paiements record en 2019" mentionnait l'analyse d'une firme d'audit citée dans le livre d'Izambert et Janvier.



En 2019 pas moins de 1430 milliards de dividendes ont été versés dans le monde, officiellement déclarés dont près de 64 milliards en France. C'est sans compter les primes et autres rémunérations off-shore (versées dans les paradis fiscaux et non déclarées aux Etats).

Des dividendes en augmentation, encore en 2020 et 2021 (on note la forte augmentation des dividendes versés par les industries minières), même dans des entreprises en difficulté ou censées l'être puisqu'elles licencient et délocalisent, ou bien qui déclarent des pertes en France histoire de récupérer, en plus, des crédits d'impôts.

En mai 2018 le sénateur Eric Bocquet interrogeait la micronie sur ces dividendes déjà délirants dans un contexte économique morose, et soulignait notamment que *"De 2009 à 2016, sur 100 euros de bénéfices, ces entreprises ont reversé en moyenne 67,40 euros de dividendes ; 27,30 euros pour l'investissement et 5,30 euros de primes pour les salariés. La rémunération des actionnaires a progressé quatre fois plus vite que celle des salariés"*.



Le ministre de l'économie lui a répondu des mois plus tard que "*Le Gouvernement souhaite stimuler encore davantage l'essor de ces différents canaux de rémunération, notamment à travers le projet de loi PACTE qui prévoit plusieurs mesures en ce sens*".

L'économie réelle, celle qui produit de la richesse, ne sert plus qu'à alimenter la finance. Plus de 90% des actions sont vendues sur le marché secondaire, celui des occasions, et ne créent aucune richesse réelle : c'est de l'argent numérique créé par la spéculation à court terme.

La plupart des titres ne sont aujourd'hui détenus que l'espace de quelques secondes avant d'être revendus par des ordinateurs ultra rapides. Il ne s'agit donc pas d'investissement mais de spéculation, de faire de l'argent sur rien.

Et macron, qui n'est là que pour servir ceux qui l'ont mis là, les plus gros capitalistes du pays, a tout fait pour renforcer et accélérer ce processus. Il a



littéralement vendu le pays à la découpe, le laissant exsangue. "Depuis qu'il fréquenta les allées du pouvoir sous la présidence de son parrain François Hollande jusqu'à devenir ministre du gouvernement Valls, il a passé son temps, de loi en décret, à privatiser des secteurs importants de l'économie.

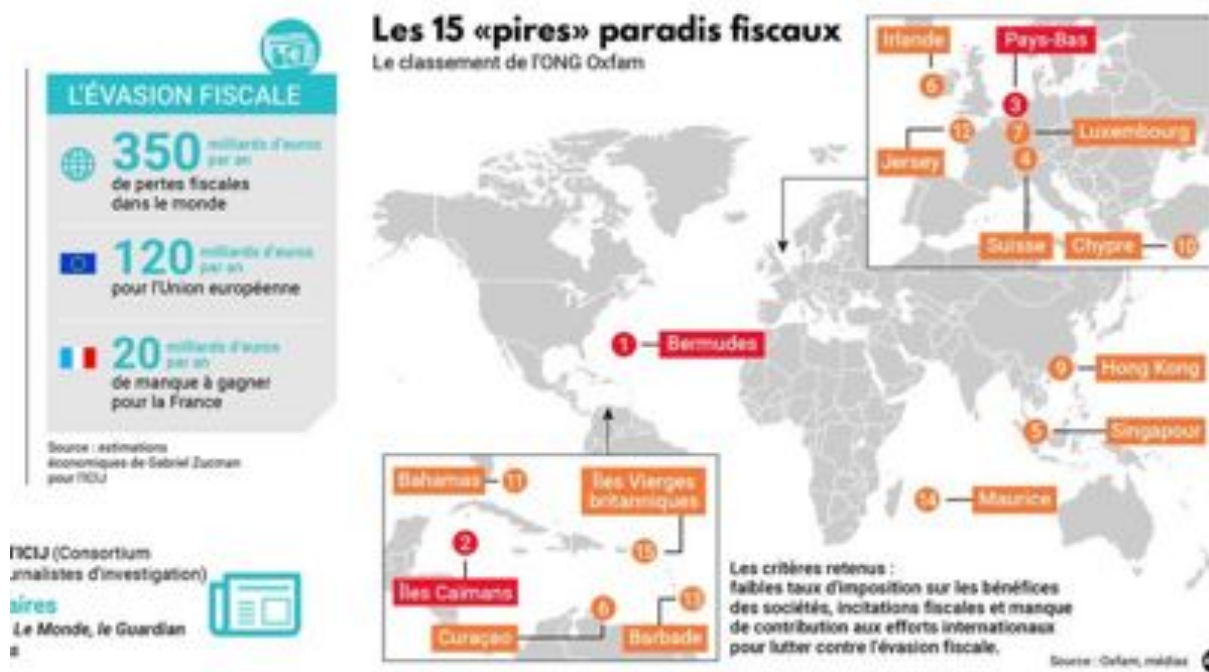


Ces privatisations ont eu pour conséquences une augmentation du montant de la distribution des dividendes aux actionnaires privés et une régression du tissu économique et social français marqué par la désindustrialisation, le chômage, la précarité et une aggravation de la pauvreté. Parvenu au pouvoir, il fit mener par son Premier ministre Philippe une répression violente du mouvement social tout en multipliant les lois liberticides.

La "minorité-majorité" LREM issue des élections présidentielles et législatives de mai 2017, qui promettait de libérer les forces vives de la nation et de protéger les plus faibles, s'est surtout empressée de favoriser les attentes de la minorité des plus riches tout en aggravant la situation de la majorité du peuple. Elle a ainsi encore creusé un peu plus le fossé des inégalités sociales", résumait Izambert et Janvier.



Le rôle-clé des paradis fiscaux, coffre-fort du capitalisme

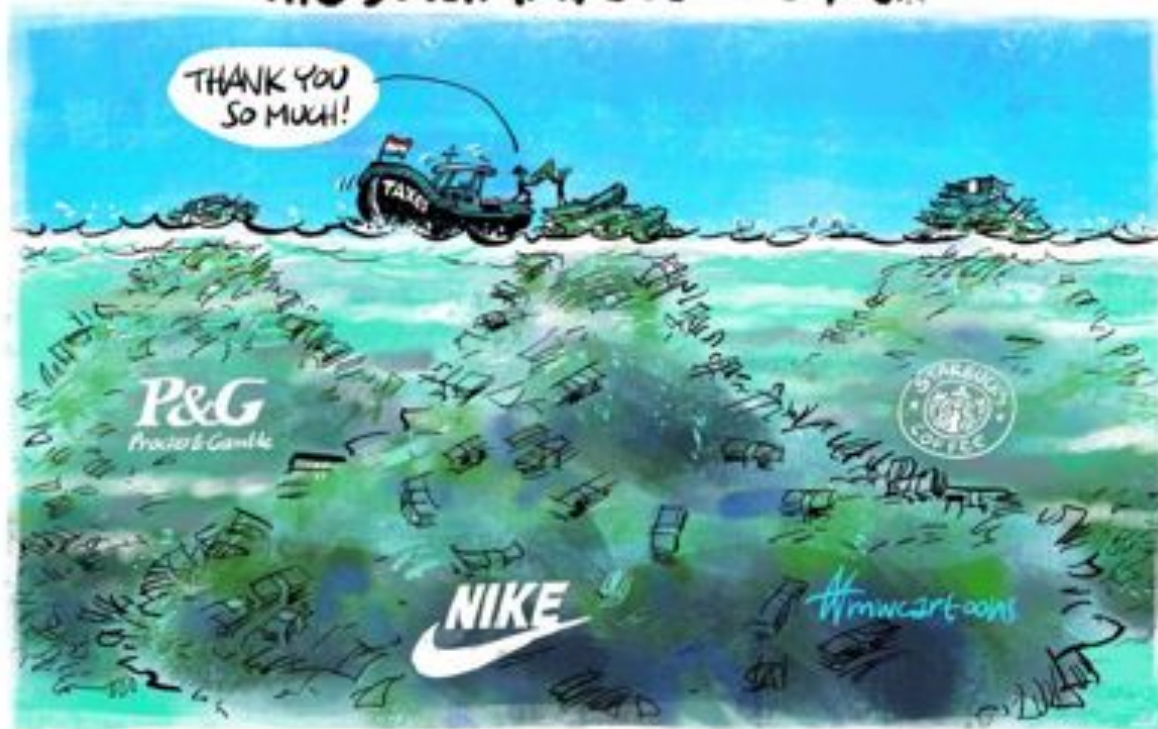


Pour donner une définition des paradis fiscaux, je vais reprendre celle d'une étude de la BEM – Bordeaux Management School parue en 2008. Ils cumulent en général plusieurs de ces qualités, et l'idéal pour un évadé fiscal est de faire transiter les fonds par suffisamment de paradis fiscaux pour bénéficier de tout le panel de services et rendre son magot absolument intraçable.

- une taxation faible ou nulle pour les non-résidents ;
- un secret bancaire et un secret professionnel renforcés ;
- des procédures d'enregistrement très simples ;
- une liberté complète des mouvements de capitaux internationaux et une rapidité d'exécution ;
- des infrastructures de haut niveau pour une technologie de l'information reliée à des centres financiers d'importance ;
- une stabilité politique et économique essentielle ;
- une image de marque rassurante pour les investisseurs ;
- un réseau d'accords bilatéraux (conventions avec grands pays) permettant d'éviter une double taxation des filiales d'entreprises.



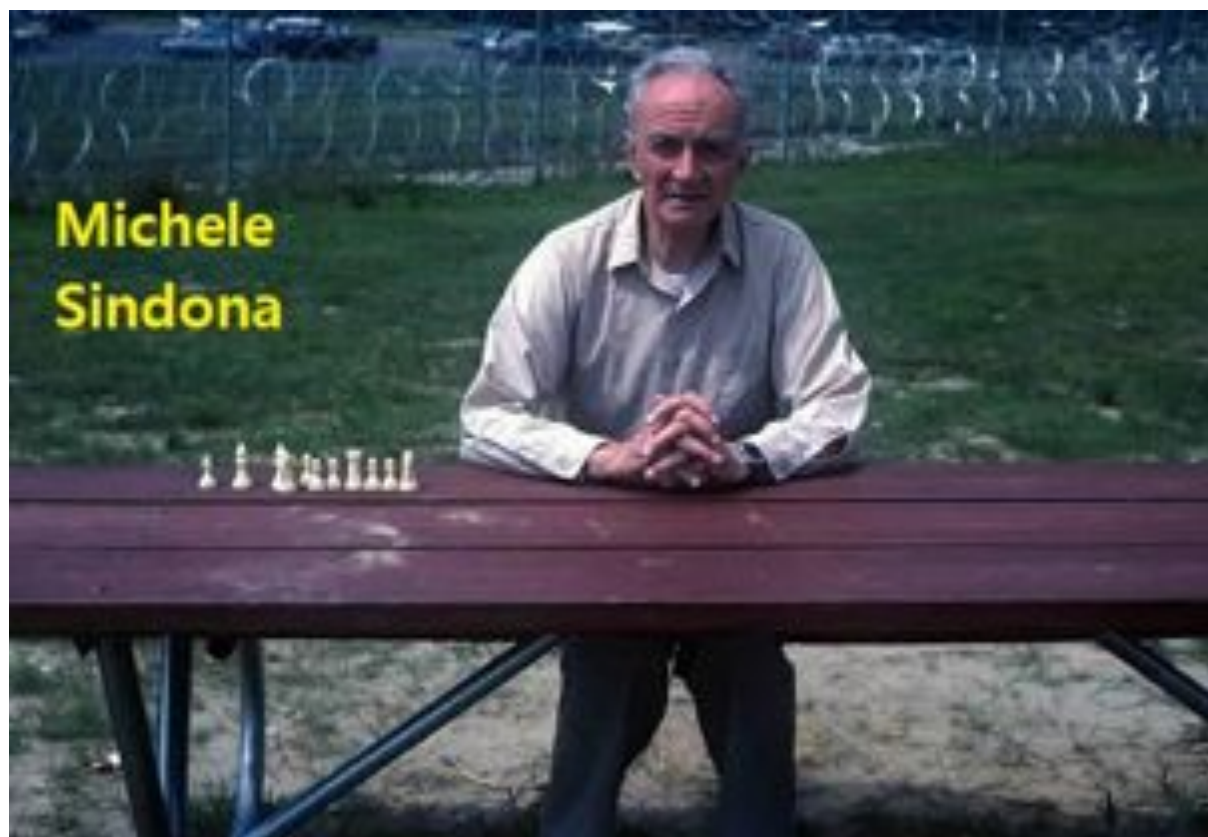
THE DUTCH 'PARADISE' ICEBERGS...



On ne va pas rentrer ici dans les détails, mais il faut remonter un peu le cours de l'Histoire. Les premières places franches recensées remontent à l'Antiquité, mais c'est avec le développement de l'empire britannique et du trafic de drogue au XIXe siècle qu'ils se sont multipliés dans les comptoirs commerciaux et ont pris une place stratégique dans l'économie capitaliste.

On notera que dans tout trafic de drogue il y a un besoin de blanchiment d'argent, qui ne peut être mené à grande échelle qu'avec la collaboration de banques et l'opacité par rapport aux Etats. Il y a un lien très étroit entre les paradis fiscaux et le trafic de drogue ou d'armes car il faut blanchir l'argent et donc passer par des paradis fiscaux avant de le faire revenir dans des banques à peu près propres ou de l'investir dans des activités légales.

Ce n'est pas totalement un hasard si le 1er ministre des Iles Vierges britanniques -qui dépendent de l'Angleterre- a été arrêté en avril pour trafic de drogue et blanchiment avec la directrice des services portuaires. Aujourd'hui, même "monsieur tout-le-monde" a recours aux paradis fiscaux pour peu qu'il ait quelques centaines de milliers d'euros à planquer.



L'[affaire Iran Contra](#), ou les magouilles autour de la loge P2 et du Vatican en Italie ont aussi montré ce lien inextricable entre mafias, banques et paradis fiscaux. A la fin des années 50, le [banquier de la mafia, de la loge P2 et conseiller financier](#) du Vatican Michele Sindona a commencé par ouvrir des sociétés au Luxembourg et au Lichtenstein pour abriter les mouvements de fonds issus du trafic de drogue, le tout avec la bénédiction du Vatican et de la CIA[8].

Falco SA, créée avec l'argent de la mafia et de la CIA, couvrait ainsi tout un tas d'autres sociétés qui permettaient de faire transiter l'argent et de dissimuler sa provenance comme sa destination. Via Falco, Sindona contrôlait environ 500 sociétés, dont au moins 5 banques comme la Banque de Financement basée à Genève et la Bankhaus Wolff à Hambourg[9], sans avoir les mêmes contraintes légales que les banques puisque Falco n'en était officiellement pas une.

Sindona était aussi en relation avec une multitude de banques européennes plus ou moins regardantes dont certaines avaient pignon sur rue comme la



Banque de Paris et des Pays-Bas, ou aux Etats-Unis la Franklin National Bank à New-York, dont Falco a progressivement et discrètement pris le contrôle et dont la faillite en 1974 fut retentissante, ou la Continental Illinois. Avec l'argent de ses banques, Sindona faisait aussi dans la spéculation à grande échelle sur le marché des changes.



Il a aussi créé Moneyrex en 1964, une société de placements spéculatifs qui plaçait discrètement dans d'autres banques l'argent de riches particuliers qui ne voulaient pas payer leur part d'impôt ou dissimuler le pognon, pour des entreprises et elle faisait aussi des placements peu scrupuleux pour des banques classiques. Le tout contre 10 à 20% des montants placés, tout de même.

"Le blanchiment de l'argent sale(...) géré par un nombre très limité d'affiliés à la compétence particulière. Dès le début des années 1970 des cellules internationales de blanchiment sont placées dans des paradis fiscaux tels que Aruba, la City de Londres et la Suisse. Ce dernier pays, en particulier, est présenté par les enquêteurs comme le véritable pivot du trafic de stupéfiants grâce à la présence d'affiliés tels que Roberto Vito Palazzolo. D'autres filières du



blanchiment, découvertes au cours des années 1970 et 1980, démontrent le rôle central de la loge maçonnique "P2" en tant qu'interface entre mafia, politique et économie. Un cas est établi, celui de Michele Sindona, banquier du Vatican qui recyclait l'argent sale de la faction Bontade-Badalamenti à travers ses instituts de crédit", [explique Giuseppe Muti dans l'article](#) "Mafias et trafics de drogue : le cas exemplaire de Cosa Nostra sicilienne".

Cette frénésie d'acquisitions dans les banques suivait la recommandation de son ami le cardinal US Paul Marcinkus, par ailleurs impliqué dans moult scandales financiers et autres, selon lequel le meilleur moyen de voler une banque est de l'acheter. Pour la CIA, les banques de Sindona permettaient de récupérer l'argent du trafic de drogue et de financer discrètement des opérations clandestines type Gladio[10].

L'argent de la mafia, blanchi grâce au système bancaire, a été [investi dans des business légaux à travers](#) le monde à commencer par les plus laxistes, mais l'Europe de l'ouest n'a jamais été épargnée. Voilà pour illustrer à quoi servent les paradis fiscaux et pourquoi ils sont autant protégés par nos gouvernements.

Quand il a fallu financer la guerre en Syrie, le Qatar est intervenu pour faciliter le blanchiment de l'argent des trafics opérés par les milices djihadistes sur place. En [juin 2021 le Daily Mail expliquait](#) : "Des politiciens, des hommes d'affaires, des organisations caritatives et des fonctionnaires qatariens de premier plan auraient utilisé un bureau privé appartenant à l'émir du pays et deux banques pour acheminer des centaines de millions de dollars vers le Front Nosra, une filiale d'Al-Qaïda", d'après des documents présentés lors d'une procédure lancée par des victimes syriennes des djihadistes. L'argent était extorqué par ce groupe de Qatari dans l'économie locale, mis dans des banques comme Qatar National Bank la plus grosse banque de la région, ou la Doha Bank, puis revenait en Syrie soient directement, soit via des banques turques.



Patrick Balkany, Maire de Levallois-Perret

L'homme politique français Patrick Balkany, principalement connu sous le nom de maire de Levallois Perret, pendant ses vacances d'été à St Tropez, France, le 19 août 1995. (Photo by James Anderson/Sygma via Getty Images)



Toute forme de matière est énergie et rayonne de l'énergie



Les mallettes qui reviennent de Suisse pleines de billets ne sont pas un mythe. C'est au mieux de l'argent totalement défiscalisé, au pire de l'argent sale. Des sociétés-écrans accueillent les millions et le redistribuent à d'autres sociétés dans d'autres paradis fiscaux, pour lesquelles il n'y a pas besoin de publier les comptes ou les noms des propriétaires. Après ce petit circuit, il peut réapparaître en liquide ou dans des trusts anonymes, blanchi.

Un exemple parmi tant d'autres issu du livre "French Corruption" de Gérard Davet et Fabrice Lhomme, avec le cas Balkany : *"des entreprises détentrices de marchés publics à Levallois versaient des pots-de-vin via une coquille vide, la société Supo Holding, cette dernière servant en quelque sorte de "coupe-circuit". Pour blanchir les fonds, Supo aurait ensuite utilisé l'argent récolté afin de racheter au prix fort l'entreprise Réty à Patrick Balkany. La société Réty, qui avait cédé l'intégralité de son activité commerciale, fut revendue en 1994 au prix de... 1 franc par porteur de part, donc à la famille Balkany !"*

Si les paradis fiscaux existent depuis le XIX e siècle par les nécessités du trafic de drogue, ils ont pris une place prépondérante dans le jeu économique-financier mondial depuis les années 70, en parallèle de la mondialisation et de la financiarisation de l'économie dont on a parlé plus haut. En 2008, année où le système a craqué et été à deux doigts de la faillite, une étude de l'école de commerce de Bordeaux parue dans les Cahiers de la recherche [11] soulignait : *"Les places offshore et paradis fiscaux ont en effet un rôle essentiel dans les stratégies d'investissement international des firmes mais aussi dans la circulation et l'utilisation des flux bancaires internationaux."*



En 2008, selon cette étude, les Iles Vierge Britanniques (là où Epstein avait son île et sa fondation) avaient davantage investi en Chine que le Japon ou les Etats-Unis, avec un PIB 12 à 20 fois moins important et une population de ... 35.800 habitants.

Et cet argent venait de filiales d'entreprises multinationales des pays riches (donc chez nous) qui passaient par leurs filiales dans les paradis fiscaux pour investir sans rien déclarer ni payer d'impôts sur les bénéfices.

En 2008, la crise a montré que les banques et autres institutions financières détenaient tellement de titres pourris qu'elles étaient assises sur des montagnes de dettes. Pendant que des milliards d'actifs étaient planqués dans des paradis fiscaux.



Article abonné

Comique de répétition

"Les paradis fiscaux, c'est terminé", disait Sarkozy il y a douze ans... Sans blague ?

Par Jack Dion

Publié le 10/09/2021 à 11:50

Sarkoléon avait promis de mettre fin aux paradis fiscaux qui avaient rendus exsangues les pays les plus favorisés et on a vu ce qu'on a vu. C'est-à-dire pas grand-chose puisqu'en fine pour ne plus figurer sur la liste des paradis fiscaux, il suffisait de passer des accords de transparence avec une dizaine ou une douzaine d'autres pays.



Les paradis fiscaux ont donc passé des accords entre eux et aujourd'hui il n'existe en 2022 plus que 9 paradis fiscaux sur la liste de l'Union Européenne, dont bien-sûr aucun des paradis fiscaux européens. Et à part les Iles Vierges US, aucun de ceux qui aspirent fortement l'argent de nos multinationales.

Le Luxembourg (6e paradis fiscal au monde en volume de dépôts), la Suisse (5e paradis fiscal au monde), les Pays-Bas (4e paradis fiscal au monde), le Royaume-Uni, Jersey (8e paradis fiscal mondial), Andorre, le Lichtenstein, Malte, Chypre, l'Irlande, le Vatican, Monaco, n'y figurent pas.

Pourquoi ? Parce que *"Les ministres européens, qui doivent se prononcer à l'unanimité sur les questions fiscales, ont laissé ces pays hors de la liste. Parmi les principaux arguments avancés : le fait que ces listes sont des outils destinés à faire face aux menaces externes et que tous les Etats membres respectent les trois critères choisis"*, nous explique la Commission européenne.



LES EXILÉS FISCAUX VONT-ILS RENTRER ?



Les paradis fiscaux, pierre angulaire du système - donde vamos

Grâce aux paradis fiscaux, le CAC 40 paie deux fois moins d'impôts que les PME. Bizarrement, alors que sarko a joué le cow boy tout l'hiver 2008 pour terrasser lesdits paradis fiscaux, ceux-ci se portent très bien.

<http://dondevamos.canalblog.com>

En effet, parmi les 8 critères évoqués plus haut, les Etats membres n'en ont retenu que 3 : manque de transparence, concurrence fiscale déloyale et pas du tout de lutte contre l'évasion fiscale.



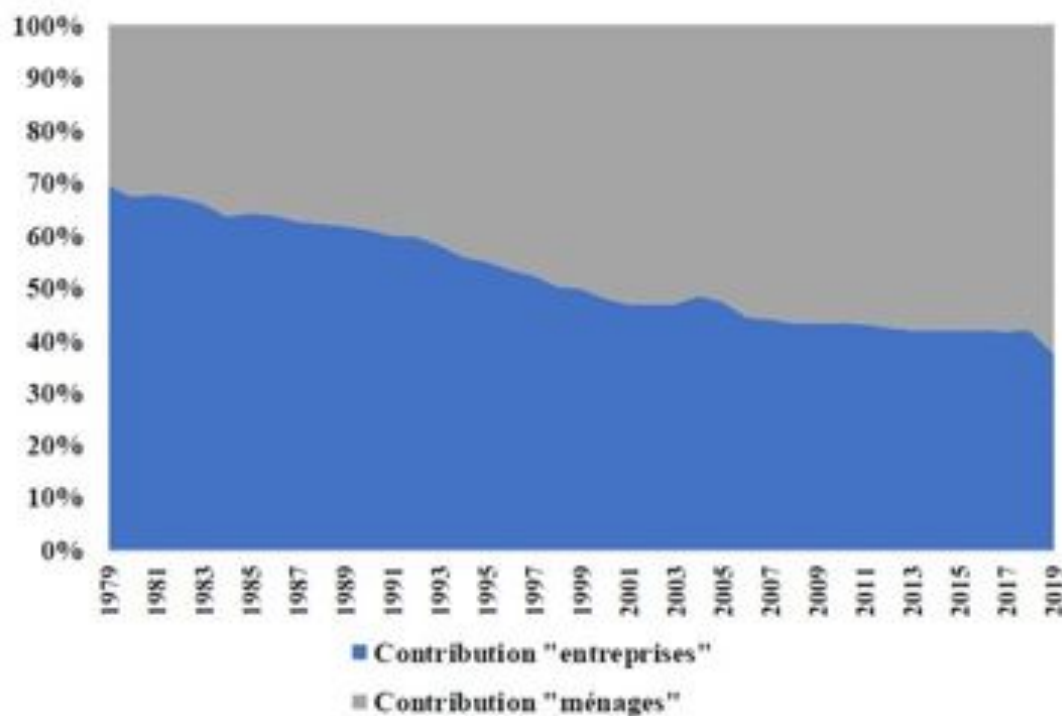
Le système utilisé est celui des prix de transfert : une filiale en France par exemple va faire sortir les bénéfices en payant des services à des prix surgonflés à la maison-mère ou à une autre filiale implantée dans un paradis fiscal. En revanche, en France on aura tout intérêt à déclarer des pertes pour récupérer un maximum de crédit d'impôts : c'est comme cela par exemple [que Total n'a pas payé d'impôt en 2020 et 2021](#) en France, tout en affichant des profits record au niveau mondial et en versant des dividendes records.

"Comme de nombreuses autres entreprises multinationales du CAC40, TotalEnergies recourt à des pratiques d'optimisation fiscale afin de ne déclarer chaque année que des bénéfices négatifs, nuls ou faibles en France afin d'y limiter son imposition" notait sobrement Bastamag dans un article du 28 juillet 2022. Cela fait en effet 20 ans que ça dure, et le système traverse les crises dans bouger.

Selon l'étude de BEM –Bordeaux Management School, *"l'utilisation, par les agents économiques américains des paradis fiscaux, aurait fait perdre 53 milliards de dollars de recettes fiscales au budget américain en 2001, un*



montant en forte croissance par rapport à 1998 (35,7 milliards). Et dans un sondage réalisé par le cabinet Ernst & Young fin 2005 auprès de 476 [multinationales] réparties dans 22 pays, pour 77% d'entre elle, les "stratégies de prix de transfert" qui leur permettent de réduire leur charge fiscale et d'augmenter leurs bénéfices grâce aux paradis fiscaux, auraient été au centre de leurs politiques fiscales pour 2006-2007"[\[12\]](#).



Évolution des contributions des entreprises et des ménages au financement (partiel⁸⁹) de la protection sociale depuis 1979 (au sens du découpage opéré)

Source : catégorisation des auteurs à partir des données Insee et Drees

Il ne faut donc pas s'étonner qu'en France, le poids du fonctionnement de l'Etat soit toujours davantage payé par les ménages, toujours moins par les entreprises. Le coût de ces paradis fiscaux est énorme pour les finances publiques sans compter qu'en plus ces entreprises réclament des baisses d'impôts et des subventions à n'en plus finir.

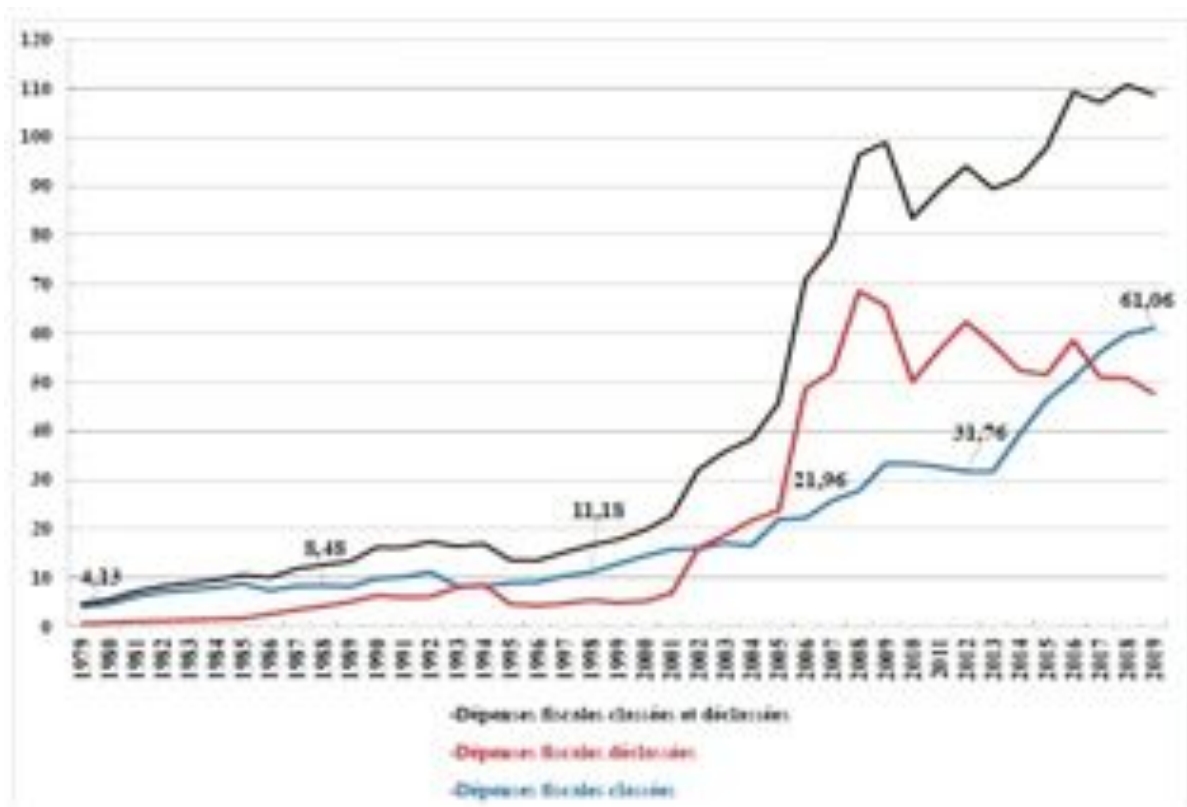
En 2005 "Aux Etats-Unis, le coût atteint près de 350 milliards de dollars par an, soit plus de 10%des recettes publiques totales", précisait encore l'étude de BEM.

Où en est-on aujourd'hui en termes de poids des paradis fiscaux ?



Un [rapport de 2022 de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales\[13\]](#) montrait qu'avec le covid, les aides aux entreprises ont encore augmenté, et leur contribution au budget de l'Etat a encore chuté. En 2019, l'Etat versait déjà 157 milliards d'aides par an aux entreprises.

Mais... où va tout cet argent, aspiré des comptes publics ?



En novembre 2021, la directive sur la transparence fiscale préparée au Parlement européen [a été vidée de sa substance](#), permettant aux multinationales de continuer gaiement avec leurs filiales dans les paradis fiscaux et leurs prix de transfert. L'heure est donc toujours à faciliter la soustraction des richesses produites dans les Etats.

Les affaires Lux Leax, [Panama Papers](#), [Paradise Papers](#), Cum Ex, [Swiss Leaks](#) etc. ont montré que rien n'a changé depuis 2008 (d'ailleurs on attend toujours la liste des fraudeurs) et que les multinationales, en premier lieu les banques, possèdent toujours des dizaines de filiales dans divers paradis fiscaux (qu'ils soient ou non parmi les 9 paradis fiscaux officiels de l'Europe). Toutes les multinationales mangent à ce râtelier.



Selon [un article du Monde du 11 février 2021](#) au sujet de l'affaire OpenLux, "Les trois quarts des groupes tricolores cotés en France sont présents au Grand-Duché, à travers près de 170 filiales, souvent consacrées à une ingénierie financière complexe", et ces filiales y ont une "activité financière" à 59%, et d'assurance à 13%. BNP Paribas, par exemple, possédait 25 filiales rien qu'au Luxembourg.

BNP Paribas qui possédait [toujours plus de 170 filiales dans des paradis fiscaux](#) en 2016, et qui avec la Société Générale et le Crédit Agricole, ont été prises la main dans le sac à détourner de l'argent en Allemagne, en France et ailleurs, à coups de milliards comme il se doit[14]. L'affaire a été qualifiée par certains de "plus gros braquage fiscal de l'histoire", à hauteur de 150 milliards d'euros en 20 ans d'après les chiffres officiels.

En 2017, le journaliste économique Christian Chavagneux écrivait [15]: "*Les paradis fiscaux sont devenus une infrastructure clé de la circulation des flux financiers internationaux. Les grandes banques du monde entier, françaises incluses, sont aujourd'hui dépendantes de ces territoires. Elles y organisent de fructueuses stratégies d'optimisation fiscale agressive, pour elles-mêmes et leurs clients. Mais leur présence dans ces centres offshore va au-delà des questions fiscales : elle accroît l'instabilité financière internationale*".

L'Observatoire européen de la fiscalité estimait dans un rapport de 2021 [qu'environ 20% des bénéficiaires](#) des grandes banques européennes sont nichés dans des paradis fiscaux, en 1^{er} lieu le Luxembourg. Une autre étude de la revue Projet et du CCFD Terre Solidaire de 2013 estimait que les [multinationales européennes possédaient 5848 filiales](#) dans des paradis fiscaux, pour un détournement d'environ 1000 milliards par an des caisses des Etats européens –et autant pour les pays défavorisés.



Et nos dirigeants ne trouvent rien à y redire, ou si peu. Pas comme quand il s'agit de s'en prendre aux chômeurs qui vivent dans l'opulence avec leurs indemnités royales de 50% du salaire.

Il est cependant difficile de chiffrer l'ampleur de l'évasion fiscale, et les estimations varient. Pour CCFD Terre Solidaire elle coûterait 427 milliards de dollars par an aux Etats, ce qui semble peu si on réunit les entreprises et les particuliers. Et selon l'étude, "*Les paradis fiscaux liés au Royaume Uni (dépendances de la Couronne et territoires d'Outre Mer), les Pays-Bas, le Luxembourg et la Suisse sont responsables de 47% des pertes dues à l'évasion fiscale des entreprises, d'après ces nouveaux calculs*", tandis que les pays les plus durement touchés par l'évasion fiscale, là où elle est la plus importante, sont les pays défavorisés.

Le syndicat Solidaires Finances Publiques estime selon une étude de novembre 2021 que pour la France seulement, la fraude s'élève à 80 à 100 milliards d'euros par an, somme qui semble plus réaliste.

Une étude de l'université de Copenhague parue en 2017 montrait que les multinationales européennes hébergeaient environ 35 % de leurs profits dans les paradis fiscaux, une augmentation forte ces dernières années[16]. Ce qui représente 20% de pertes des revenus de l'Etat issus des impôts sur les entreprises. L'économiste Gabriel Zuckman estimait en 2017 que 40% des bénéfices des multinationales étaient délocalisés dans les paradis fiscaux.

Et ces bénéfices envoyés dans les paradis fiscaux pour des services dont 1/3 semblent totalement fictifs, ont aussi disparu des rapports financiers annuels que les entreprises cotées doivent rendre aux autorités.

Pendant ce temps, les bénéfices explosent, et les dividendes avec : c'est ce qu'on pourrait appeler la pompe qui permet de siphonner la richesse produite par ces mêmes entreprises, avec notre argent de consommateurs et de contribuables. En 2021 le CAC 40 (les 40 plus grosses multinationales françaises cotées en bourse) affichait 160 milliards d'euros de bénéfices, le double par rapport à 2019 (82 milliards). Oui nous parlons bien de cette



période de crise permanente où la micronie n'a cessé de réduire les dépenses sociales et d'augmenter les aides aux grosses entreprises, aux start-ups et aux milliardaires.

En 2021, ces mêmes entreprises du CAC 40 ont versé 57 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires, un montant record comme on l'a vu, malgré « la crise ».



Siphonage de la richesse des Etats et des populations par la finance, ou le ruissellement vers le haut - donde vamos

Aujourd'hui, on va voir comment les populations du monde entier sont spoliées d'une grande partie de leurs richesses et pourquoi ce phénomène, si l'on ne fait rien, va s'accélérer. Quelques fonds spéculatifs sont actionnaires des banques, des multinationales cotées en bourse, des organismes de contrôle.

<http://dondevamos.canalblog.com>

La question désormais est : comment sortir de cette nasse? Comment reprendre les commandes de l'économie au niveau national et international, en sortant du schéma d'accumulation capitaliste qui mène à la destruction de tout. C'est pour cela qu'il est important de comprendre les mécanismes de ce



systeme, comment et dans quels interets ils ont ete mis en place. Maintenant il faut deconstruire cette doxa et imaginer des systemes coherents capables de coexister.

L'accumulation est arrivee a un tel point que les speculateurs ne savent plus comment tirer leurs 5, 10 % de gains annuels : alors on nous cree une guerre, on nous cree une crise energetique, et quoi encore derriere? Le plan a ete dessine: monnaie numerique, grande reinitialisation, revenu universel conditionne a un comportement lethargique, metavers, controle numerique.

Nous n'en voulons pas mais beaucoup d'entre nous ne se rendent pas compte du programme, qui pourtant est annonce urbi et orbi par ces mondialistes deglingues. Pour imaginer la suite, il faut comprendre a quel point la societe actuelle est verolee.

[1] Le Goldman Sachs Commodity Index.

[2] Cf. « Transevolution, the coming age of human destruction ».

[3] Cf. Duff McDonald « The firm : the story of McKinsey and its secret influence on American Business », 2013.

[4] Dans l'article « La proximite des reseaux d'extreme-droite et des elites internationales ».

[5] Cf. « The Skorzeny Papers: Evidence for the Plot to Kill JFK » de Ralph P. Ganis.

[6] Cf. « Operation Gladio. The unholy alliance between the Vatican, the CIA and the mafia » de Paul E. Williams.

[7] C'est René Fillon, ex trésorier du RPF et directeur général de la banque Rothschild, qui lui a trouve un poste comme directeur général basé à New York. En 1958 il s'est mis en disponibilite de chez Rothschild pour revenir à la politique en meme temps que de Gaulle dont il est devenu directeur de



cabinet, puis est retourné chez Rothschild, avant de de devenir premier ministre en 1962.

[8] Cf. « Operation Gladio. The unholy alliance between the Vatican, the CIA and the mafia » de Paul E. Williams.

[9] Cf. « The Failure of the Franklin National Bank: Challenge to the International Banking System » de Joan Edelman Spero.

[10] Cf. « Operation Gladio. The unholy alliance between the Vatican, the CIA and the mafia » de Paul E. Williams.

[11] Cahiers de recherche - Working paper « L'entreprise et ses menaces économiques en 2008 : une tentative de bilan ».

[12] Quant aux raisons invoquées de cette présence dans les paradis fiscaux, les dirigeants de multinationales en avançaient plusieurs : « *réduire leur imposition ; échapper à des contraintes règlementaires ; dissimuler un niveau élevé d'endettement et présenter ainsi des comptes artificiellement assainis (pour leurs actionnaires et investisseurs potentiels) ; s'assurer sur un marché captif* »

[13] « Un capitalisme sous perfusion. Mesure, théories et effets macroéconomiques des aides publiques aux entreprises françaises » (octobre 2022) par Aïmane ABDELSALAM, Florian BOTTE, Laurent CORDONNIER, Thomas DALLERY, Vincent DUWICQUET, Jordan MELMIES, Simon NADEL, Franck VAN DE VELDE, Loïck TANGE

[14] C'est l'affaire CumEx, un détournement massif réalisé en vendant des actions juste avant la date de versement des dividendes, et à la racheter juste après pour dire au fisc qu'on n'était pas propriétaire de l'action et qu'on n'a pas touché les dividendes, puis de demander des crédits d'impôts au fisc. Pour cela, il fallait que le pays où l'action est vendue et celui où elle est achetée aient un accord appelé Arbitrage de dividendes. Cela a pu se produire parce qu'on a réduit les contrôles à zéro ou presque, en fonction du principe bien connu de l'autorégulation censée rendre le business plus attractif.



[15] CHAVAGNEUX Christian, « Sortir les banques des paradis fiscaux », Revue d'économie financière, 2017/4 (N° 128), p. 197-206. DOI : 10.3917/ecofi.128.0197. URL : <https://www.cairn.info/revue-d-economie-financiere-2017-4-page-197.htm>

[16] Cf Tørsløv, T. R., Wier, L., & Zucman, G. (2017). €600 Billion and Counting: Why High-Tax Countries Let Tax Havens Flourish.

<http://dondevamos.canalblog.com/archives/2022/10/30/39689681.html>